

## Table des matières

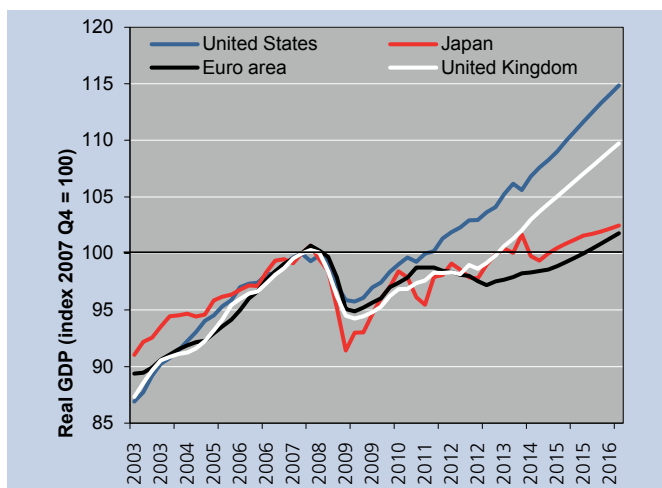
01	La zone euro en queue de peloton « <i>Perspectives économiques 2014</i> »	2
02	Perspectives énergétiques 2040 « <i>World Energy Outlook 2014</i> »	3
03	Echange automatique de renseignements: Un nouveau pas en avant pour la Suisse	4
04	Travailler plus longtemps? « <i>Vieillesse et politiques de l'emploi: Suisse 2014</i> »	5
05	12 leçons pour mieux communiquer l'aide au développement « <i>Engaging with the Public</i> »	6
06	Les régions suisses se portent très bien « <i>Comment va la vie dans votre région?</i> »	7
07	Recherche et développement: l'Asie a le vent en poupe « <i>OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

## 01. La zone euro en queue de peloton «Perspectives économiques 2014»

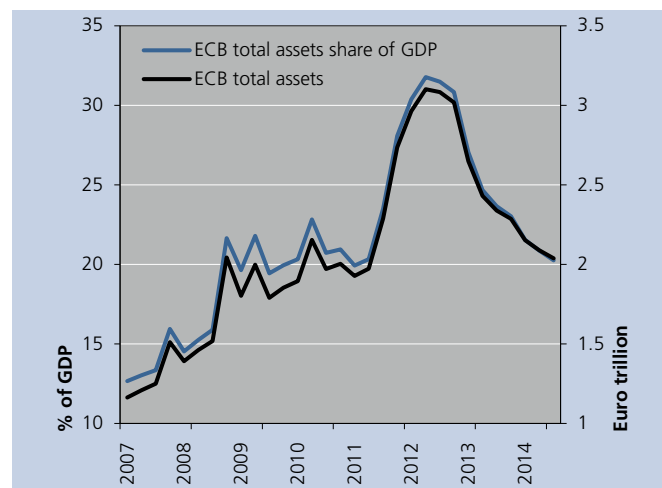
L'OCDE vient de publier ses dernières «*Perspectives économiques*». Encore une fois, les prévisions économiques ont été corrigées à la baisse. La reprise limitée et inégalement répartie devrait se poursuivre dans un futur proche, mais avec des différences marquées en ce qui concerne les économies les plus importantes (voir graphique ci-dessous). A cela s'ajoutent un certain nombre de risques et de points faibles qui subsistent.

L'OCDE s'inquiète particulièrement pour la zone euro où elle diagnostique une faiblesse de la demande qui, en se doublant de problèmes structurels peut aboutir à une stagnation chronique. De cette manière, la zone euro risque de rencontrer les mêmes problèmes que le Japon dans les années 1990, qui n'a depuis plus retrouvé sa force des années précédentes. Il est ainsi grand temps pour l'Europe de faire repartir le moteur économique par une politique monétaire et budgétaire expansionniste. Selon l'OCDE, la politique monétaire n'a en particulier pas été assez accommodante ces dernières années (voir graphique ci-contre). C'est pourquoi elle recommande que la Banque centrale

### Macroeconomic performance among the largest OECD areas



### European Central Bank total assets



européenne assouplisse sa politique monétaire au-delà de ce qui a déjà été annoncé, en achetant par exemple des emprunts d'Etat ou d'entreprises en plus de la titrisation de prêts. Les risques pour la stabilité financière résultants d'une telle politique monétaires non conventionnelle devraient être compensés dans la mesure du possible par des mesures macro-prudentielles.

L'OCDE reconnaît également l'existence d'un potentiel de stimulation des économies au niveau des finances publiques européennes, qui ont été sous pression au cours des dernières années. C'est ainsi que les pays européens devraient utiliser au maximum la marge de manœuvre qui leur a été consentie en matière de politique fiscale dans le cadre du pacte de stabilité. L'Organisation conseille même à la France et à l'Italie un report de leurs mesures de consolidation au vu de la faiblesse de leur conjoncture, tout en continuant de considérer la poursuite des réformes structurelles comme inévitable.

> Table des matières

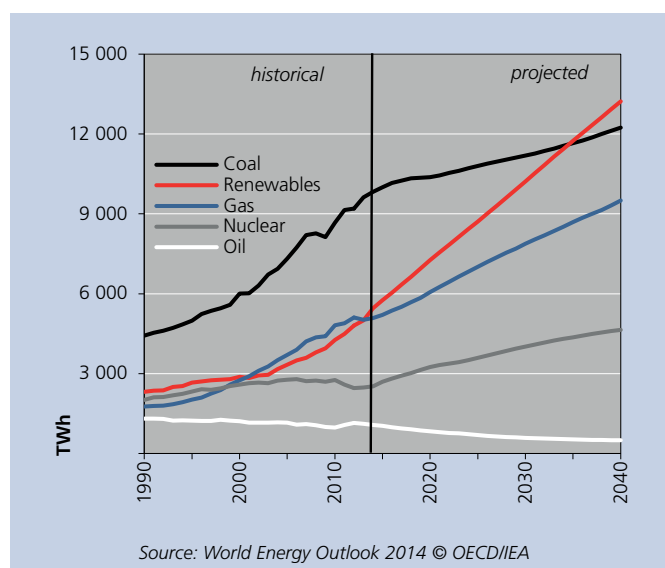
## 02. Perspectives énergétiques 2040 «World Energy Outlook 2014»

Le «World Energy Outlook, WEO» est la publication phare de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Ce rapport annuel offre une perspective mondiale sur les développements politiques et économiques en matière énergétique. Le dernier WEO met l'accent sur trois thèmes. La première partie analyse les évolutions et les tendances de l'architecture énergétique globale. La deuxième se concentre sur l'avenir de l'énergie nucléaire, tandis que la dernière est consacrée à la situation de la politique énergétique en Afrique et à ses développements futurs.

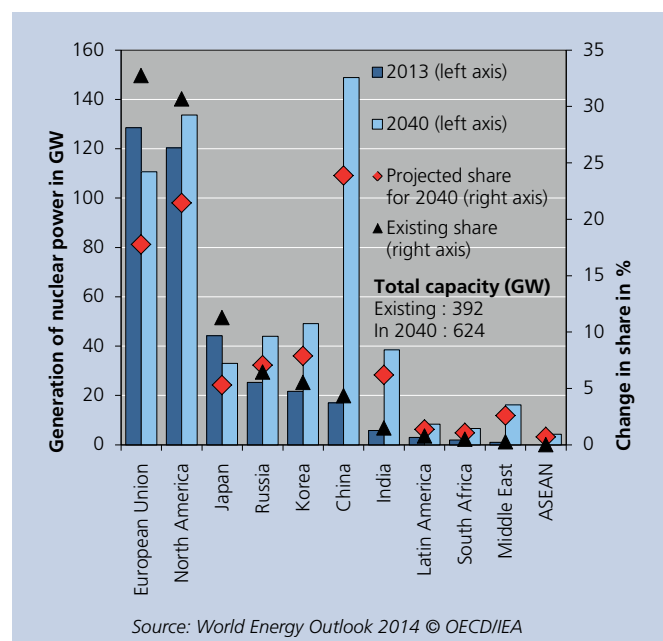
De nombreux experts internationaux ont contribué à ce rapport très complet, qui jouit d'une renommée excellente auprès des milieux spécialisés. Les rédacteurs du WEO ont accès à de très nombreuses données aussi bien du secteur privé que public. Celles-ci sont présentées sous une forme accessible aux non spécialistes. Les projections des besoins énergétiques jusqu'en 2040 présentent un intérêt particulier, comme le montrent les deux exemples ci-dessous.

La demande et, en conséquence, l'offre continueront d'augmenter pour toutes les ressources énergétiques disponibles. Seule l'exploitation des gisements pétroliers devrait

### World electricity generation by source in the New Policies Scenario



### Change in share of nuclear power generation and capacity by selected region in the New Policies Scenario



reculer légèrement au cours des prochaines décennies. L'approvisionnement en énergies renouvelables devrait vraisemblablement dépasser la production de gaz et de charbon après 2030 (voir graphique ci-contre).

Alors que la part de production d'énergie nucléaire des Etats-Unis et de l'Europe se situe nettement au-dessus des 50% de la production mondiale, celle-ci sera davantage concentrée en Asie d'ici 2040. Ceci aura des conséquences non seulement en matière de politique énergétique mais déplacera aussi les équilibres géoéconomiques mondiaux (voir graphique ci-dessus).

Dans la mesure où la situation géopolitique et économique peut changer en 25 ans, les prévisions du WEO peuvent présenter un certain nombre d'imprécisions. Toutefois, les risques d'une mauvaise appréciation ne sont pas si grands dans ce cas de figure. En effet, la population mondiale devrait augmenter d'au moins un milliard jusqu'en 2040 et la demande en énergie devrait progresser de la même manière.

> Table des matières

### 03. Echange automatique de renseignements: Un nouveau pas en avant pour la Suisse

Jusqu'à la réunion annuelle du Forum mondial sur la transparence et l'échange automatique de renseignements (Forum mondial) le 28-29 octobre dernier, un large nombre de juridictions avait déclaré vouloir adopter la nouvelle norme élaborée par l'OCDE et le G-20 sur l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (EAR). Parmi celles-ci, 51 ont signé en marge du Forum mondial l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (MCAA), basé sur la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (Convention multilatérale). 48 de ces pays ont promis d'œuvrer pour que les premiers échanges automatiques aient lieu au plus tard au mois de septembre 2017, tandis que les trois restants se sont engagés à introduire l'EAR un an après avec un premier échange en automne 2018.

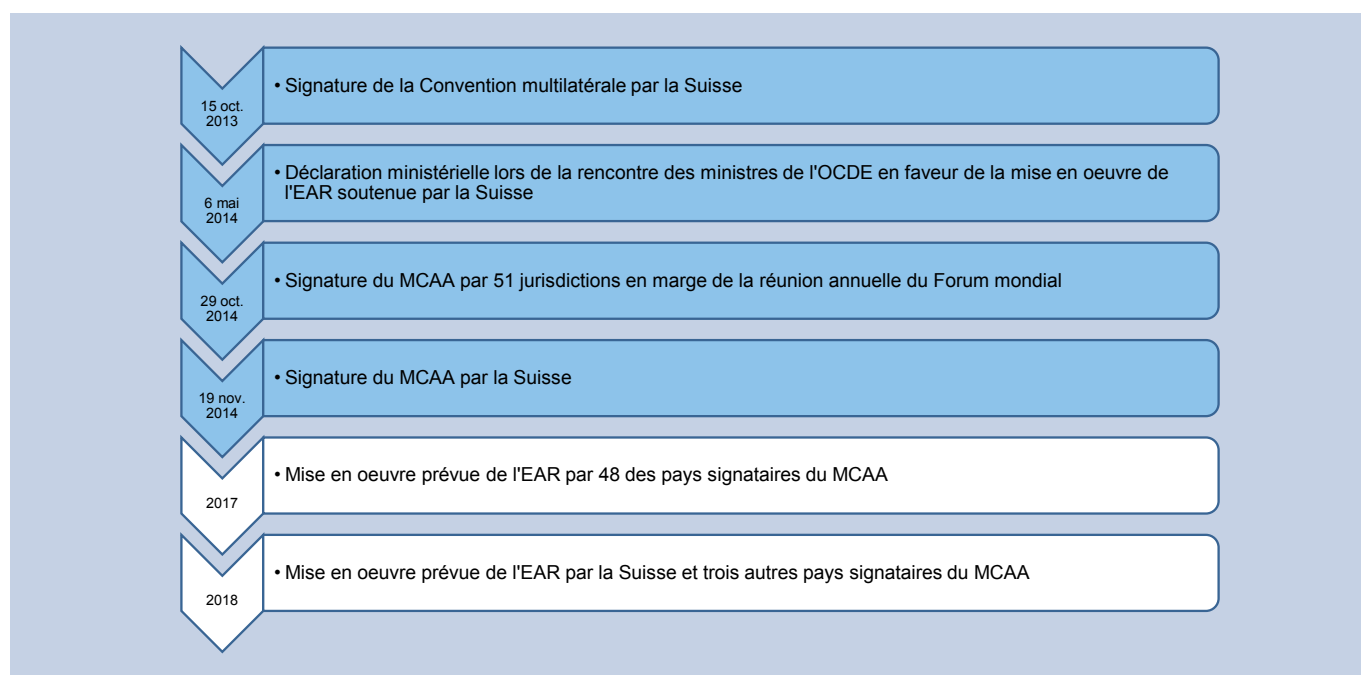
Le 19 novembre 2014, le Conseil fédéral a décidé de la signature du MCAA. Par cette signature, la Suisse a franchi une nouvelle étape vers l'introduction de l'EAR et est devenue le 52<sup>e</sup> pays signataire. Elaboré dans le cadre de l'OCDE, le MCAA constitue en effet l'une des bases possibles afin d'introduire l'EAR. Il détermine le cadre juridique dans lequel les autorités de deux Etats pourront échanger mutuellement des renseignements sur les comptes financiers et assure l'uniformité du standard mis en œuvre.

La signature de cet accord ne préjuge pas de la capacité de la Suisse de choisir avec quels pays l'EAR sera introduit. La liste de ces pays devra être déterminée dans une phase ultérieure et être soumise au Parlement pour approbation.

L'EAR peut être introduit de diverses manières, sur la base d'accords bilatéraux ou sur la base de la Convention multilatérale en lien avec le MCAA. Les deux voies sont conformes aux mandats de négociations adoptés par le Conseil fédéral et peuvent être poursuivies de manière parallèle. L'adoption d'une loi d'application de l'EAR est en outre nécessaire. Cette dernière contiendra des précisions concernant l'EAR et règlera l'organisation, les procédures ainsi que les dispositions pénales en matière d'EAR. La Convention multilatérale que la Suisse a signée le 15 octobre 2013, le MCAA et le projet de loi sur l'EAR seront mis en consultation au début de l'année prochaine. Une fois la consultation terminée, la procédure ordinaire se poursuivra avec un message du Conseil fédéral au Parlement. Dans le cas d'une approbation de la part du Parlement, les citoyens pourraient encore être consultés dans le cadre d'un référendum (facultatif). La Suisse a annoncé en signant le MCAA qu'elle devrait, sous réserve de l'approbation du Parlement et d'un éventuel vote populaire, être en mesure d'échanger des données à partir de 2018.

> Table des matières

#### EAI: Evolutions récentes et à venir



## 04. Travailler plus longtemps?

### «Vieillesse et politiques de l'emploi: Suisse 2014»

La question de l'emploi des personnes âgées n'est pas nouvelle à l'OCDE. La publication en novembre de «*Vieillesse et politique de l'emploi. Suisse. Mieux travailler avec l'âge*» a été précédée par la présentation d'une étude comparable en 2003. Le premier constat est que la Suisse se classe parmi les pays qui ont un taux d'emploi pour les aînés nettement supérieur à la moyenne, seuls quelques pays nordiques (Islande, Norvège, Suède) et la Nouvelle-Zélande enregistrant de meilleurs résultats.

Cette position de premier de la classe est surtout valable pour les hommes jusqu'à 60 ans qui jouissent d'un niveau de formation élevé. Comme le montre le graphique ci-dessous, la situation de la Suisse est moins favorable lorsqu'on considère le cas des travailleurs plus âgés, des femmes et des travailleurs les moins qualifiés. Notamment, l'OCDE relève que le chômage de longue durée progresse pour les sans-emploi de plus de 55 ans.

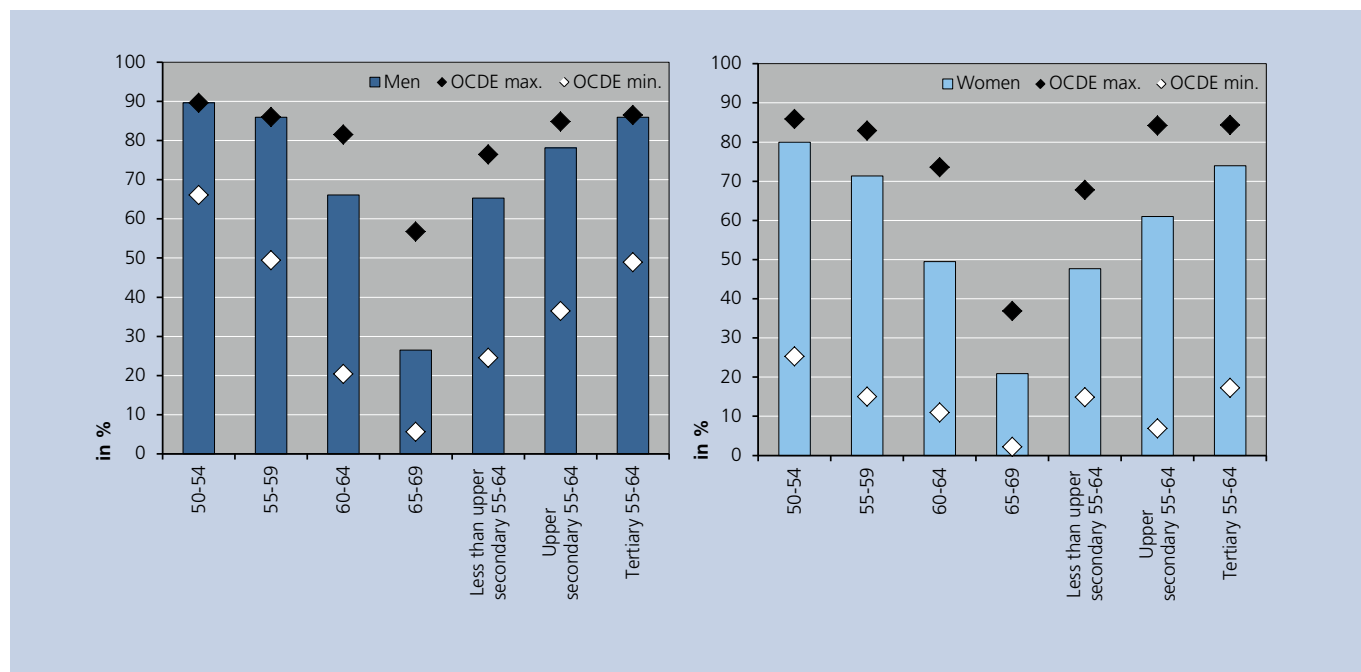
Suite à l'étude de 2003, la Suisse a agi dans trois directions: 1) renforcer les incitations financières pour continuer à travailler, 2) renforcer l'employabilité des travailleurs vieillissants, 3) lever les obstacles au maintien dans l'emploi

et au recrutement après 50 ans. Si des progrès ont été relevés dans les deux premiers domaines, la Suisse a enregistré de moins bons résultats dans le troisième domaine, la protection des travailleurs et la lutte contre les discriminations face aux travailleurs âgés étant nettement moins développées que dans la moyenne des pays de l'OCDE.

A ce sujet, les auteurs de l'étude font des recommandations précises aux autorités helvétiques: 1) lutter contre les discriminations liées à l'âge, notamment en adoptant comme la plupart des pays de l'OCDE une législation s'opposant à celles-ci, 2) encourager les partenaires sociaux à privilégier l'expérience dans les pratiques salariales, 3) impliquer le plus tôt possible les entreprises dans la mise en œuvre de l'initiative pour combattre la pénurie de personnel qualifié, 4) multiplier les efforts pour informer et porter conseil aux employeurs dans le domaine de la gestion des âges, à l'exemple des *Centre for Senior Policy*, mis en place par les Norvégiens.

> Table des matières

### Socio-demographic disparities in the employment rate of older workers in Switzerland, OECD countries (2011)



## 05. 12 leçons pour mieux communiquer l'aide au développement «Engaging with the Public»

L'OCDE publie non seulement de volumineux rapports au format A4 mais également de plus petits volumes A5 de 60 pages qui, qualitativement, ne sont en aucun cas à classer dans la catégorie des poids plumes. Depuis plusieurs années, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE propose une série de petites publications consacrées aux résultats des examens par pays. La plus récente publication de cette série est intitulée «*Engaging with the Public*» et se penche sur la communication en matière d'aide publique au développement.

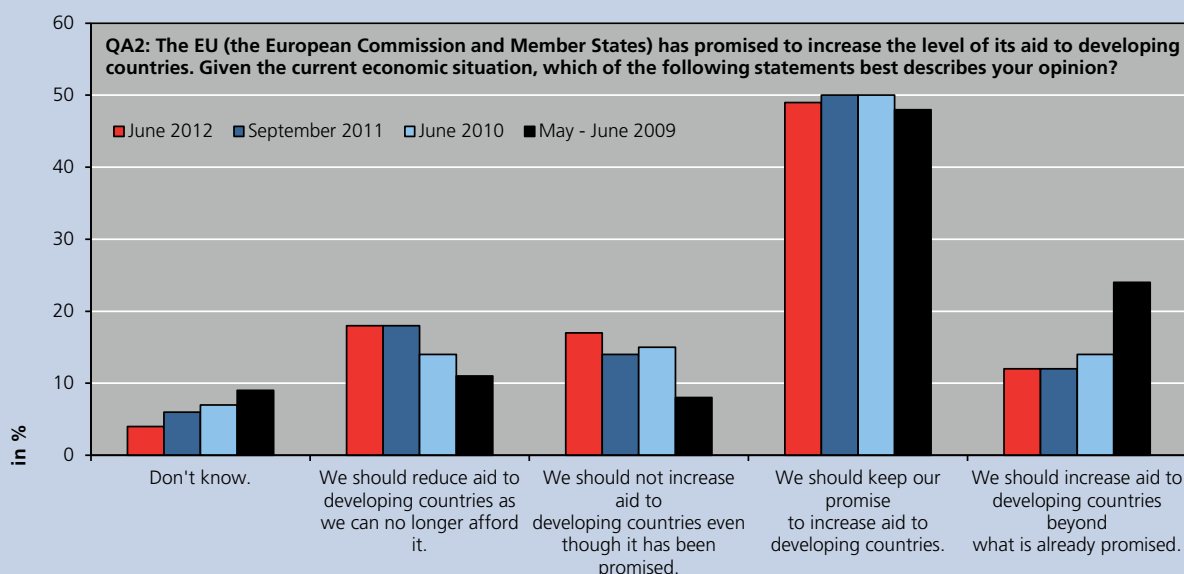
En règle générale, les examens par pays évaluent aussi les activités de communication des ministères et des agences chargés de l'aide au développement. Ces travaux se déroulent dans des contextes institutionnels et politiques très différents, tout en poursuivant une série d'objectifs communs, à savoir le soutien à la coopération au développement dans l'opinion publique. Pour ce faire, les outils peuvent varier: un soutien public explicite à l'aide au développement, des comptes rendus sur les résultats obtenus ou encore l'amélioration de la compréhension des problèmes mondiaux. Des enquêtes d'opinion dans plusieurs pays européens (voir graphique) confirment une attitude constante: une majorité de la population des pays de l'OCDE continue à soutenir l'aide au développement, même lors de périodes économiques difficiles. A cela s'ajoute l'idée

d'une responsabilité (morale) qui semble largement répandue. Par contre, le niveau de connaissances des questions de développement ainsi que des problèmes et des progrès réalisés reste généralement faible et les citoyens demeurent sceptiques en ce qui concerne l'efficacité de ces mesures.

«*Engaging with the public*» devrait en première ligne servir aux responsables de la communication des agences de développement dans la conceptualisation de leurs projets et la préparation de leurs lignes directrices. On y trouve également des réflexions de nature générale, comme par exemple l'idée d'inscrire l'aide au développement dans une narration, une histoire à travers laquelle le sens général doit être transmis au public-cible. Ainsi, si le responsable de la communication a étudié son public-cible et a développé une vision stratégique, il (ou elle) doit également développer et communiquer une narration qui l'accompagne (leçon 5). Comme nous le savons, les organismes d'aide se sont longtemps reposés sur une histoire réunissant la figure classique du donateur charitable et du bénéficiaire reconnaissant mais arriéré. Ainsi, même dans le cas d'un don limité, la remarque du sociologue français Marcel Mauss (1924) «La charité est encore blessante pour celui qui l'accepte» doit être rappelée.

> Table des matières

### Public support in EU member states for aid to developing countries (2009-12)



## 06. Les régions suisses se portent très bien «Comment va la vie dans votre région?»

La nouvelle publication de l'OCDE «*Comment va la vie dans votre région?*» propose un cadre commun pour mesurer le bien-être des personnes au niveau régional. L'organisation a répertorié une série d'indicateurs (revenu, emploi, éducation, sécurité, santé, environnement, logement, accès aux services, engagement civique) dans 362 régions au sein des pays membres de l'OCDE. Ce nouvel outil comparatif de l'OCDE permet surtout de mesurer les écarts entre régions d'un même pays, et chaque citoyen peut lui-même expérimenter où il fait bon vivre, à l'aide du site Internet *OECD Regional Well-Being*. Les régions suisses se retrouvent tout en haut dans le palmarès du bien-être, car elles réalisent de meilleures performances que la moyenne de l'OCDE pour tous les indicateurs du bien-être, à l'exception de la pollution de l'air.

Au sein de la Suisse, la région de Zurich arrive au premier rang pour le revenu et l'accès aux services, mais elle est la dernière région de Suisse, et l'une des dernières de la zone OCDE, pour ce qui est de l'environnement. La région de Suisse centrale, quant à elle, se caractérise par un taux d'emploi particulièrement élevé (au sein des régions OCDE seulement l'île du Sud de la Nouvelle-Zélande fait mieux), alors que c'est au Tessin que l'espérance de vie est la plus longue (83.7 ans) en Suisse, mais aussi au niveau de l'OCDE (juste après Madrid).

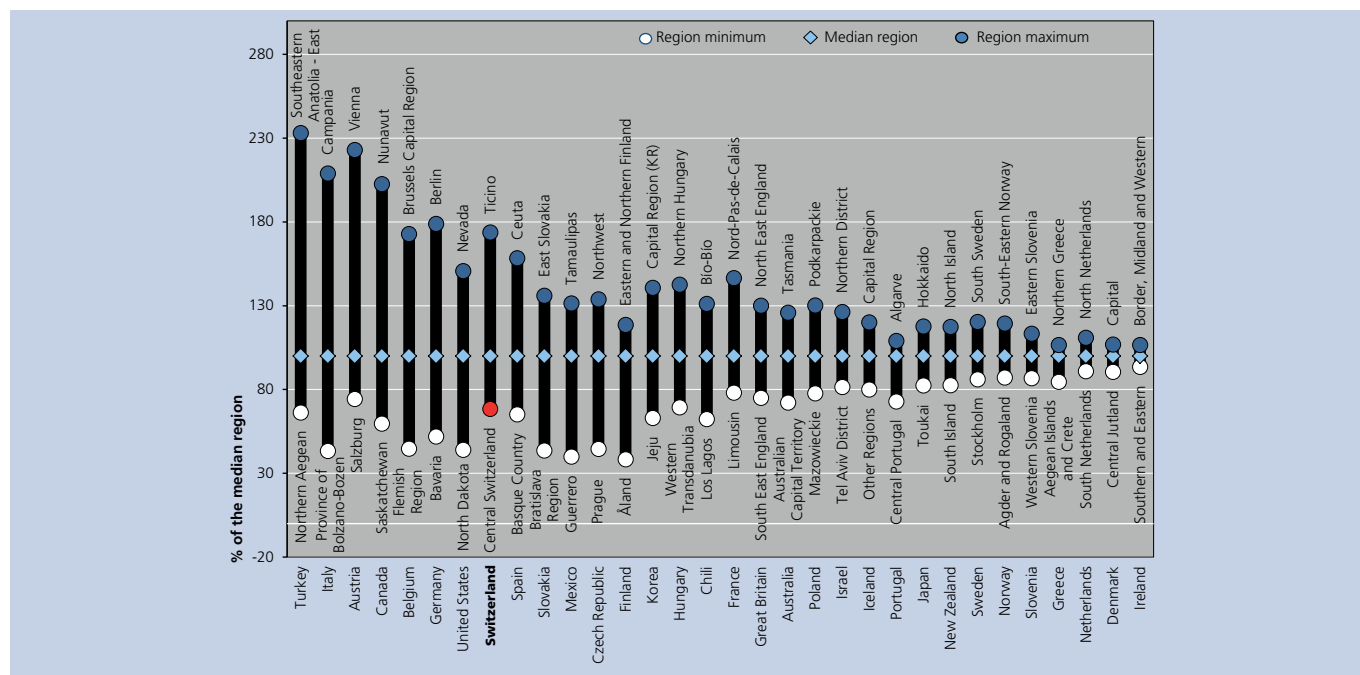
Sans surprise, un zurichois pourrait trouver des conditions similaires de bien-être aussi dans le Vorarlberg autrichien ou le Baden-Württemberg allemand. De son côté, le niveau de bien-être d'un tessinois est semblable à celui d'un habitant du Sud-Est de l'Angleterre ou de la région Rhône-Alpes en France.

Malgré des différences perceptibles au niveau régional, la Suisse apparaît plutôt homogène comparée à d'autres pays. En Allemagne ou en Italie, par exemple, les disparités régionales au niveau du chômage sont bien plus prononcées qu'en Suisse (voir graphique). Si l'on devait considérer les différences de revenus, c'est aux Etats-Unis et au Mexique qu'on rencontre les plus grandes disparités régionales.

Avec ses indicateurs régionaux du bien-être, l'OCDE montre qu'aller au-delà des moyennes strictement nationales est essentiel pour obtenir une image précise de la qualité de vie des citoyens. Elle offre ainsi aux décideurs politiques des outils supplémentaires pour orienter les priorités des politiques publiques régionales et locales. Dans le meilleur des cas, tous souhaitent en effet profiter d'une meilleure vie, là où ils résident.

> Table des matières

### Regional disparities in unemployment (2013)





## 07. Recherche et développement: l'Asie a le vent en poupe «OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014»

Dans la plupart des pays industrialisés, la crise a eu des conséquences sur les investissements en recherche et développement (R&D). Il en résulte que les pays émergents sont clairement en tête en ce qui concerne les demandes de brevets, les publications scientifiques et les dépenses de R&D. Les récentes «*Perspectives de l'OCDE pour la science, la technologie et l'industrie*» postulent que la Chine aura remplacé les Etats-Unis à la première place pour les dépenses de recherche en valeur absolue d'ici 2019.

Actuellement, c'est la Corée qui investit le plus dans la recherche. Ce pays consacre environ 4.4% du PIB à la R&D et a ainsi remplacé Israël au premier rang. La Suisse se place avec presque 3% encore dans le peloton de tête, mais a toutefois été dépassée depuis 2007 par l'Allemagne, le Danemark et Taiwan (voir graphique).

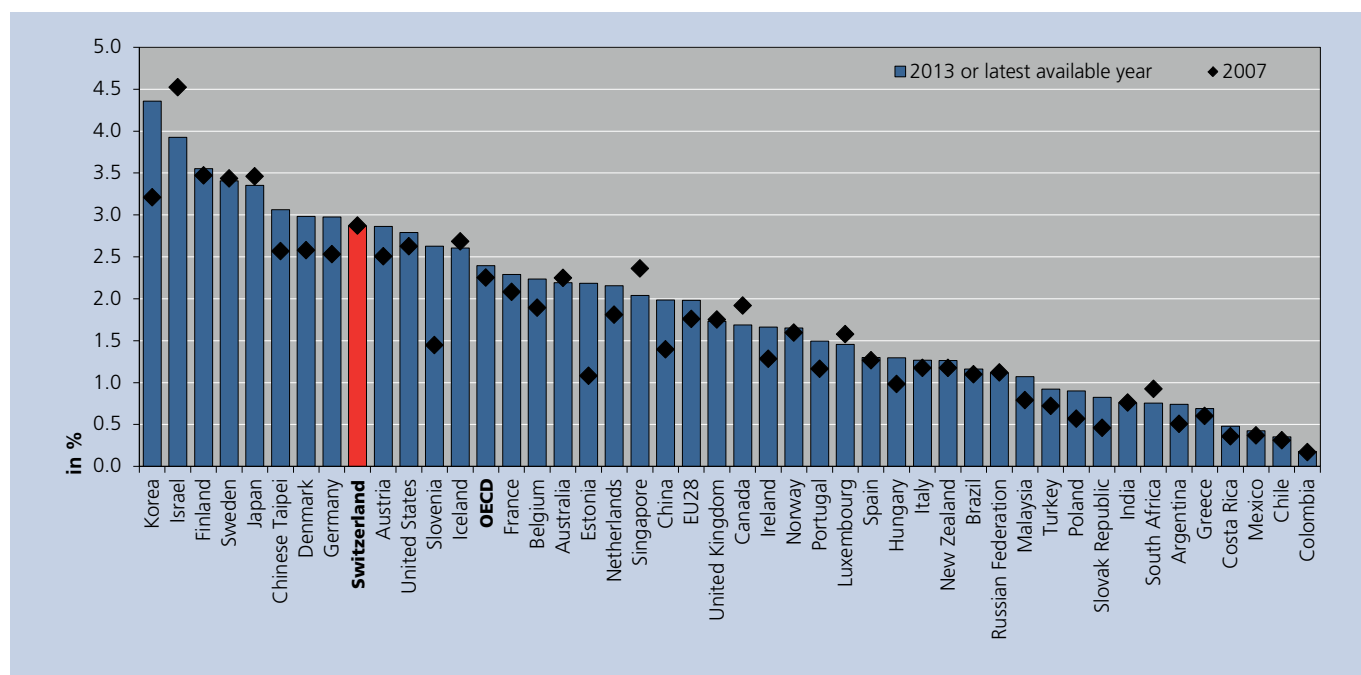
Le rapport souligne l'importance de l'innovation pour l'augmentation de la compétitivité. Le niveau de vie d'un pays dépend de plus en plus de la manière dont il s'intègre dans les chaînes de valeur mondiales. L'innovation permet d'occuper les segments dans lesquels une plus grande valeur ajoutée peut être produite. Il s'agit en règle générale d'activités situées vers le haut de la chaîne, comme le développement, le design ou la R&D, ou à l'inverse, des

activités comme le marketing, la politique de marque ou le service à la clientèle. Dans ces domaines il est essentiel de pouvoir disposer de collaborateurs bien formés. L'avance dont les pays développés ont joui pendant une longue période est en train de se réduire. Cette tendance est expliquée à la fois par des phénomènes démographiques et par le développement ciblé des systèmes d'éducation dans les pays émergents. Déjà aujourd'hui, la Chine forme davantage d'ingénieurs et de scientifiques avec un doctorat que les Etats-Unis.

Cette publication paraît tous les deux ans et analyse les tendances les plus importantes en matière de sciences, de technologies et d'innovation, aussi bien en ce qui concerne les politiques que les performances dans ces domaines. Cet ouvrage fournit des données pour 45 économies, parmi lesquelles les 34 membres de l'OCDE ainsi que les principaux pays émergents. En plus d'une vision globale, il contient également des profils thématiques ainsi qu'une vision d'ensemble des politiques et des performances des pays individuels dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.

> Table des matières

### Gross R&D expenditure (2013 and 2007)





## 08. Autres publications

«*Job Creation and Local Economic Development*»

Paris, 20 novembre 2014

«*OECD Green Growth Studies: Towards green growth in Southeast Asia*»

Paris, 20 novembre 2014

«*Development Dimension: Regional Perspectives on Aid for Trade*»

Paris, 27 novembre 2014

«*Perspectives des migrations internationales 2014*»

Paris, 1er décembre 2014

«*Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale*»

Paris, 2 décembre 2014

«*Health at a Glance: Europe 2014*»

Paris, 3 décembre 2014

«*OECD Pensions Outlook 2014*»

Paris, 8 décembre 2014

«*Energy Climate Change and Environment*»

Paris, 8 décembre 2014

«*The Missing Entrepreneurs 2014*»

Paris, 12 décembre 2014

## 09. Calendrier OCDE

Conférence internationale annuelle d'ONU-Eau

Saragosse, 15-17 janvier 2015

World Future Energy Summit

Abou Dhabi, 19-22 janvier 2015

World Economic Forum

Davos, 21-24 janvier 2015

Plate-forme de connaissances sur la croissance verte

Venise, 29-30 janvier 2015

Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20

Istanbul, 9-10 février 2015